



Dans la tourmente RENAULT-NISSAN, C.A. de RENAULT du 6 novembre 2015

Sections
RENAULT
du syndicat SM-TE

Syndicat de la
Métallurgie
Travaillons
Ensemble

Nouvelle série N° 28

9 novembre 2015

1 avenue du Golf 78084 GUYANCOURT
www.travaillonsensemble.org

API : FR TCR LOG 0 52
fax : 01.76.86.90.90

sm-te@travaillonsensemble.org
06.98.05.13.80

syndicat libre et indépendant car non confédéré et financé uniquement par les adhérents

Convoqué par Carlos Ghosn, le Conseil d'Administration de Renault n'a pas permis vendredi soir de se conclure par un accord.

Tout le monde est d'accord cependant pour « préserver l'Alliance ». Tout le monde est d'accord pour ce consensus de façade, mais une féroce bataille est engagée, dans un choc des titans, entre le (Trop ?) puissant PDG de Renault et Nissan : Carlos Ghosn, et le Ministre de l'Économie et des Finances : Emmanuel Macron.

CA du 6 novembre, communiqué officiel de Renault :

Déroulant sereinement la feuille de route qu'il a arrêtée au cours de sa séance du 6 octobre 2015, le Conseil d'administration de Renault [du 6 novembre, NDLR] a procédé à un premier point d'étape des discussions engagées entre les deux principaux actionnaires de long terme de Renault, l'Etat français et Nissan.

Pour poursuivre les discussions, le Conseil d'administration a décidé de s'organiser pour favoriser la recherche et la formalisation d'une solution préservant l'intérêt social de Renault et renforçant l'Alliance.

Les termes du débat

Une question se pose devant tant d'ardeur : s'agit-il d'une question de principe, d'une question de pouvoir (personnel) de Carlos Ghosn au sein de l'Alliance ? Ou bien des décisions stratégiques sont-elles soumises au Conseil, auxquelles l'Etat s'est donné les moyens de s'opposer au nom des intérêts français ?

Les administrateurs

L'administrateur représentant de Nissan déclare que son Entreprise est « inquiète ». De qui est-il la voix ? De Nissan, ou de Carlos Ghosn lui même ?

10 administrateurs indépendants (parmi les 19 qui composent le CA) ont prit fait et cause pour Carlos Ghosn. C'est quoi un administrateur indépendant, quand l'assemblée générale des actionnaires ne fait qu'entériner leur cooptation (ou, pour être précis, leur sélection par un Comité des Nominations composés de 5 administrateurs) ? Quelle est leur réelle indépendance, quand leurs jetons de présence s'élèvent à 65 700 euros par an. En tout cas, ils sont sortis de leur réserve, c'est donc possible.

Les administrateurs représentant les salariés

Dans ce contexte, le silence des quatre administrateurs salariés est assourdissant ! Que ce soit ceux représentant les salariés : Mariette Rih (FO), Eric Personne (CFE-CGC) et Richard Gentil (CGT), ou celui représentant les salariés actionnaires : Benoît Ostertag (CFDT). S'ils ne font pas partie des « indépendants », ils devraient pourtant l'être puisque élus par nous, les salariés. Mais étant présentés par des organisations syndicales financées par Renault qui se partagent près d'un million d'euros par an au titre de l'accord de droit syndical de 2000 et des jetons de présences que les administrateurs syndicaux reversent à leurs organisations, on ne peut empêcher que, dans l'esprit des salariés, se forme le doute de leur indépendance.

Souvenons-nous, quand suite à l'affaire rocambolesque des trois cadres injustement soupçonnés d'espionnage, et que la question de confiance a été posée au CA du 14 avril 2011, Carlos Ghosn l'avait obtenue à l'unanimité !

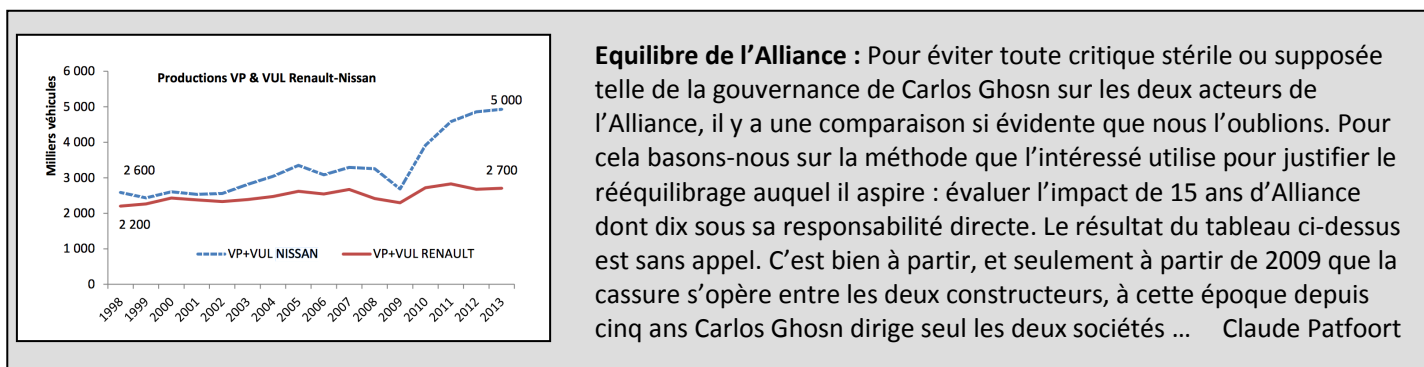
Souvenons-nous également, qu'en 2012, des salariés, actuellement militants du SM-TE, avaient présentés une liste de candidats au Conseil d'Administration, liste qui avait dans son titre : « Travaillons ensemble ». **Avec l'appui des salariés, le SM-TE sera présent lors du renouvellement des administrateurs salariés.**

Les analyses des observateurs syndicaux indépendants du CA

A plusieurs reprises, le SM-TE a porté la voix des salariés et proposé ses analyses sur l'Alliance Renault-Nissan. Notre dernière position publiée la veille de l'Open forum du 13 octobre 2015 est toujours accessible sur notre site. http://www.travillonsensemble.org/d01-sections/0001-renault-guyancourt/images/SM-TE_26_Renault-Nissan_4-Pages.pdf

Extraits : Des articles de presse signalent que Renault et Nissan (c'est-à-dire : Carlos Ghosn + Carlos Ghosn !) envisagent une évolution des participations croisées : Renault passerait sous la barre des 40% de participation chez Nissan, ce qui donnerait, selon la loi française, les droits de vote pour les 15% de participation de Nissan dans Renault ! Carlos Ghosn estime qu'il n'a pas encore assez de pouvoir chez Renault et veut augmenter « ses » droits de vote et son pouvoir au sein du Conseil d'Administration de Renault. La gouvernance de l'Alliance et de ses partenaires se trouverait placées, sous la gouvernance d'un seul homme : Ghosn, avec la neutralisation de tout contre-pouvoir.

Dans l'esprit « travaillons ensemble » qui anime les militants du SM-TE, nous tenons à saluer le travail d'analyse que fait Claude Patfoort, ancien salarié et ancien militant CFDT chez Renault, sur son blog <http://www.renew-srta.fr/>. C'est ainsi qu'il publie, sous sa responsabilité, un article qui évoque une Nissanisation rampante : <http://www.renew-srta.fr/blog/2015/11/05/conflit-renault-etat-nissan-crever-labces/#more-128>



Faut-il entrer en résistance ?

La situation de Renault, si l'on en croit les indicateurs économiques, est bonne cette année. Cependant les manœuvres en cours nous alertent sur la pérennité de l'entreprise Renault comme personne morale ayant les pleins pouvoirs au sein de sa propre entité.

Pouvons-nous faire confiance aux protagonistes pour avoir bien évalué les impacts des manœuvres en cours sur la performance économique et l'avenir de l'entreprise ? Le doute est permis et nous déplorons déjà la cacophonie entre un ministre des Finances qui souhaite une fusion de Renault et Nissan et son premier ministre qui s'y oppose et semble prêt à accepter une baisse des parts de l'Etat dans le capital de Renault¹.

Or il y a un paramètre que l'on s'est habitué à négliger et qui pourrait s'avérer de premier ordre pour la suite des opérations : Il s'agit de votre avis ! Même si vous avez pris l'habitude depuis longtemps qu'il ne compte plus, il est de première importance. L'adhésion du personnel est une inquiétude permanente de la Direction : l'enquête Hay est le thermomètre qu'elle nous fait passer pour la mesurer. Et il nous arrive de penser (naturellement nous avons de bons indicateurs pour en être certain) qu'au sujet des décisions qui pourraient se prendre à huis clos, les collaborateurs de Renault ne l'entendent plus de cette oreille !

En conséquence, nous vous invitons à le signaler en rejoignant massivement notre formation syndicale, seule à s'être dotée de l'indépendance nécessaire pour porter haut et fort votre voix libre.

¹ L'Etat français, qui « peut baisser sa part » au capital de Renault, ne souhaite pas une fusion entre le constructeur automobile français et Nissan, dont l'alliance doit perdurer telle quelle, a déclaré dimanche Manuel Valls - PARIS (Reuters) dimanche 8 novembre 2015

Donnez-vous les moyens d'agir : rejoignez le syndicat SM-TE

Pour engager des actions, vous représenter et défendre vos droits, le syndicat SM-TE invite les salariés à le rejoindre en devenant membre. Tant les « Renault » que les « prestataires » (salariés les plus fragiles).

Selon ses statuts (ART. 4 : Le syndicat affirme le principe de l'indépendance syndicale et prohibe tout financement d'origine patronale ou politique) et la volonté de ses dirigeants, le syndicat SM-TE est libre et indépendant parce que financé uniquement par les adhérents, libre et indépendant parce que non confédéré.

Bulletin d'adhésion : http://www.travillonsensemble.org/d90-adhesion/images/Fiche_adhesion_SM-TE.pdf